



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Arabie Saoudite

Question écrite n° 44903

Texte de la question

Mme Martine David attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les vives inquiétudes exprimées par les associations des droits de l'homme face à la situation dramatique vécue par une grande partie de la population en Arabie Saoudite. Il apparaît, en effet, que le système judiciaire de ce pays nie complètement les droits de la population, n'autorisant ni avocats, ni public ou journalistes à assister aux procès. Les auteurs d'arrestations et de détentions n'ont pas à justifier leurs actes. Les femmes semblent être les premières victimes de ce régime où les recours aux châtiments corporels et à la peine de mort sont fréquents. En conséquence, elle souhaite savoir quelles peuvent être les dispositions mises en oeuvre par le gouvernement français afin que des représentants de l'ONU interviennent dans ce pays pour mettre un terme à des agissements qui représentent une violation des droits humains alors que se tient la 56e session des Droits de l'homme de l'ONU, du 20 mars au 28 avril 2000.

Texte de la réponse

La 56e session de la commission des droits de l'homme de l'ONU est de nouveau l'occasion pour la France de rappeler son attachement au respect universel de ces droits et d'indiquer ses préoccupations face à certaines situations. Elles rejoignent celles qui ont été exprimées par l'Union européenne dans le cadre de son intervention devant la 56e commission. Le message adressé à l'Arabie Saoudite insiste sur les questions de liberté religieuse et de discrimination à l'égard des femmes, domaines dans lesquels la France souhaite tout particulièrement que l'Arabie Saoudite puisse engager des progrès. Les Quinze ont également fait part de leur inquiétude à propos des exécutions capitales. Ils ont exprimé leur souci lié à l'existence de rapports mentionnant des cas de torture et de châtiments cruels ou dégradants. En ce qui concerne le fonctionnement de la justice, le Gouvernement saoudien a été encouragé à inviter le rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats. Sur ce point, l'Arabie Saoudite, au cours de la session, s'est déclarée prête à accéder à cette demande. S'agissant de la discrimination à l'égard des femmes, question à laquelle la France est particulièrement attentive, la France a parfaitement conscience du problème lié entre autres à des pratiques et à des costumes dont le respect est toujours fortement ancré dans les mentalités. La France souhaite que l'Arabie Saoudite adhère à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes. De manière générale, la France a le souci d'agir de la façon la plus utile et la plus efficace possible. L'adhésion récente de l'Arabie Saoudite à plusieurs grands instruments internationaux en matière de droits de l'homme (convention sur la torture, convention contre la discrimination raciale, convention sur les droits de l'enfant) constitue de sa part un pas positif. La France suivra avec attention la traduction de cette démarche nouvelle dans les faits. La présentation prochaine par l'Arabie Saoudite de son premier rapport au comité des droits de l'enfant constituera pour ce pays une occasion de témoigner de son engagement. Les autorités françaises souhaitent voir l'Arabie Saoudite poursuivre cette démarche d'adhésion et de mise en oeuvre des grands instruments internationaux en matière de droits de l'homme, notamment par la signature des deux pactes sur les droits civils et politiques, et sur les droits économiques sociaux et culturels des deux pactes sur les droits civils et politiques, et sur les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que par la signature de la convention sur l'élimination de toute forme de

discrimination envers les femmes. Ces attentes ont été rappelées avec clarté dans la déclaration de l'Union européenne.

Données clés

Auteur : [Mme Martine David](#)

Circonscription : Rhône (13^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 44903

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 avril 2000, page 2259

Réponse publiée le : 8 mai 2000, page 2833